

Interview

Banque Mondiale : Haut les mains, c'est un braquage !

samedi 23 juin 2007, par [RIERA Miguel](#), [TOUSSAINT Éric](#) (Date de rédaction antérieure : mai 2007).

La première édition en espagnol du livre « Banque Mondiale : le Coup d'état permanent », écrit par Éric Toussaint, président du CADTM (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde), a été réalisée par l'éditeur El Viejo Topo en janvier 2007. Ce livre, qui décrypte méticuleusement les pratiques et les objectifs de la Banque Mondiale, situe les politiques de la Banque dans leur contexte politique et géostratégique, et révèle les desseins d'une des plus importantes institutions internationales.

Le sous-titre de ton livre : « Le Coup d'Etat permanent » est très provocateur. Pourquoi as-tu fait le choix de ce sous-titre ?

Je voulais mettre l'accent sur le fait que la Banque mondiale a soutenu tout au long de son histoire de nombreux régimes dictatoriaux alliés des États-Unis ou des puissances impérialistes qui, au côté des États-Unis, dirigent la BM, le FMI.... Je pense à l'Angleterre, à la France, à l'Allemagne, au Japon et à d'autres puissances impérialistes moins importantes. Je voulais souligner le fait que la BM a soutenu des régimes dictatoriaux ou a participé à la déstabilisation de régimes démocratiques. Pour citer quelques exemples, j'explique dans le livre que la BM a contribué à déstabiliser le régime de Joao Goulart au Brésil, au début des années soixante ; elle a suspendu les prêts au régime de Salvador Allende au Chili au début des années soixante-dix ; elle a suspendu l'aide au régime sandiniste dans les années quatre-vingt. Contrairement à l'opinion majoritaire qui prétend que la BM est un instrument assez efficace de développement, je démontre qu'elle n'est en réalité qu'un instrument au service de la politique extérieure des États-Unis et une institution qui intervient directement dans la vie politique de ses pays membres. Je parle de la vie politique des pays dits du Tiers-Monde, car la BM n'intervient pas dans la vie économique et politique des États-Unis, de la Belgique ou de l'Espagne... D'où l'idée du « Coup d'Etat permanent ». Il convient également d'ajouter qu'à travers le chantage de la dette extérieure, la Banque mondiale intervient dans les décisions ordinaires des gouvernements de pays endettés. A titre d'exemple, quand en 2005 Rafael Correa, actuel président de l'Équateur et, à cette date, ministre des Finances, décida de dédier une grande partie des revenus du pétrole aux dépenses sociales, la BM exigea l'abandon de cette politique. Le ministre refusa et sous la pression de Washington relayée par des politiciens locaux, il dut démissionner. C'est une intervention extérieure de la Banque mondiale, dans ce cas précis de concert avec le Fonds monétaire international, qui déboucha sur la démission d'un ministre.

Crois-tu que l'indifférence de la Banque mondiale à l'égard du respect des Droits de l'Homme et de la démocratie est encore d'actualité aujourd'hui ? Cette attitude n'appartient-elle pas au passé, au présent et peut-être au futur ?

Oui, dans les faits, cette indifférence demeure. Il y a cependant un changement très important au niveau du discours. La BM intègre maintenant à son discours, à sa politique de communication publique et à sa politique la question des droits humains, de manière très astucieuse, pour récupérer et coopter des organisations de la dite société civile (ONG, etc.. même si la BM ne dépense en réalité qu'une part très minime de son budget pour soutenir des projets d'ONG dans le secteur des femmes, de la santé, de l'éducation). Elle cherche soi-disant à promouvoir l'application des droits de l'Homme, mais globalement, elle persiste avec une politique macroéconomique qui implique le non respect des droits humains tels qu'il sont définis dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948 et dans divers pactes et traités internationaux, comme le Pacte sur les Droits économiques, sociaux et culturels de 1966. La politique macroéconomique de la Banque mondiale vise à plus de privatisations dans les pays en développement, et la privatisation signifie, d'une part, que des entreprises stratégiques des pays endettés sont achetées par des transnationales du Nord et, d'autre part, elle implique la privatisation de la santé, de l'éducation et d'autres types de services fondamentaux tels que les services postaux, les télécommunications, la distribution d'eau... C'est démontré, cette politique est évidemment totalement contradictoire avec l'application des droits humains au niveau planétaire.

Pour ce qui est de la démocratie, crois-tu que la Banque mondiale continue à soutenir ou soutiendra à l'avenir des régimes dictatoriaux ?

La BM soutient des dictatures, c'est tout à fait clair. Le Pakistan, par exemple, « client majeur » d'après la terminologie de la BM, est une dictature militaire, et, évidemment, un allié stratégique des États-Unis dans la région. On peut également prendre le cas de la Turquie, qui n'est pas une dictature mais où il y a une absence claire du respect des Droits humains et des Droits politiques, par exemple à l'égard des Kurdes. La Turquie a toujours été un « client » de la BM. En Afrique, la Banque mondiale est présente au Tchad, pays soumis à la dictature de Idriss Déby, car il y a du pétrole et que les intérêts des entreprises nord-américaines sont importants dans cette région. Elle signe des accords avec le Cameroun ou le Congo-Brazzaville qui sont dirigés par des dictateurs. L'action future de la BM dépendra de la stratégie des États-Unis. Certains analystes pensent que la stratégie des États-Unis, tout du moins dans une partie de l'Asie, redevient une stratégie de soutien direct aux dictatures.

Le second sous-titre du livre, « L'agenda caché du Consensus de Washington », laisse entendre que dès la création de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, il existait un dessein caché, une intention de se constituer en un élément de domination.

Quand je parle du Consensus de Washington, je fais référence aux politiques appliquées de manière généralisée depuis les années 1980 et 1990, quand est né ce concept. Avec ce sous-titre, je veux souligner le fait que l'intention cachée de ces politiques, de portée planétaire, est la reconquête de toutes les économies, pour les inscrire dans le système capitaliste, et à cette fin on trouve une cohérence dans le type de recettes qui sont imposées. J'explique par exemple dans mon livre que le type de politique appliquée dans le cadre de l'ajustement structurel imposé par la BM et le FMI était déjà né dans les années soixante. Cependant, avec le Consensus de Washington, l'aspect prioritaire des réformes sont les privatisations, et, des années 1990 jusqu'en 2000, il s'est produit une grande vague de reconquête de la part des grandes transnationales, qui acquièrent le contrôle des ressources naturelles des pays dits « en développement » et le contrôle d'autres secteurs stratégiques de l'industrie et des services. Cette tactique est relativement nouvelle et s'inscrit dans cette stratégie cohérente de reconquête planétaire que j'ai évoqué.

Au delà du thème des privatisations et de la volonté d'appropriation des ressources des pays en voie de développement, pourrais-tu préciser quelles sont les lignes maîtresses des Plans d'ajustement structurel ?

Oui, bien sûr. Il y a deux niveaux dans l'ajustement structurel. D'un côté, on impose des mesures de choc, qui consistent en général à dévaluer de manière brutale la monnaie d'un pays en développement et à augmenter de manière brutale le taux d'intérêt interne. Par exemple, la monnaie de 13 pays d'Afrique francophone - ces pays ont une monnaie commune, le CFA - a été dévaluée de 50% en 1994. La monnaie du Brésil, le real, a été dévaluée de 44% en 1999. Théoriquement, ces dévaluations brutales ont pour objectif d'augmenter la compétitivité des pays endettés sur le marché mondial, pour augmenter les revenus d'exportation et ainsi assurer le paiement de la dette externe. L'augmentation du taux d'intérêt interne sert soi-disant à attirer le capital étranger, mais il débouche en réalité sur une récession générale, car la consommation baisse du fait de la dévaluation, qui augmente les prix internes car de nombreuses marchandises sont importées, et car la population n'a plus accès aux prêts puisque le taux d'intérêt a augmenté. Les petits et moyens producteurs, parfois même les grands producteurs nationaux, ne peuvent pas augmenter leurs investissements puisque le taux d'intérêt interne est trop élevé. Tout cela provoque des faillites en chaîne, comme on a pu le voir en Asie du Sud-Est en 1997-1998, faillites de banques, d'entreprises industrielles et de services. Voilà en général les mesures de choc, qui provoquent un désastre : récession et augmentation du chômage. Par exemple, pour revenir au cas du sud-est asiatique, en l'espace de six mois d'application des politiques du FMI et de la BM, entre fin 1997 et début 1998, 23 millions de personnes se sont retrouvées sans emploi.

Et après les mesures de choc ?

Les mesures structurelles ont comme axe principal l'ouverture de l'économie des pays en voie de développement. Cela implique la suppression ou la diminution des barrières douanières pour permettre d'importer sans appliquer d'impôts, ce qui met en concurrence les producteurs locaux avec les producteurs du marché mondial. Ce processus engendre généralement la faillite de nombreux producteurs locaux. Les entraves aux mouvements de capitaux sont également supprimées. La possibilité de laisser entrer et sortir les capitaux du pays, qu'ils soient étrangers ou nationaux, a pour but d'augmenter les investissements étrangers, mais en réalité elle livre le pays à la volonté du capital international, qui peut entrer et sortir à sa guise, parfois même en organisant des attaques spéculatives contre le pays qui l'accueille (ce fut le cas contre le Mexique en 1994-1995 ; contre les pays asiatiques comme je viens de le mentionner ; contre le Brésil, l'Argentine, la Turquie, la Thaïlande il y a peu). De plus, cela permet aux capitalistes du Sud de légaliser la fuite de capitaux. Maintenant on ne peut plus parler de fuite de capitaux, c'est devenu totalement légal, ils peuvent placer librement leurs capitaux sur les marchés financiers du Nord. Je l'ai déjà mentionné, un aspect tout particulièrement négatif consiste en la privatisation des entreprises stratégiques, tant dans le secteur des ressources naturelles que des services. Une grande pression s'opère pour privatiser la distribution d'eau, la production et la distribution d'électricité, le service postal, les télécommunications... Tout doit être privatisé... voilà la politique de la Banque mondiale et du FMI. Cela implique également l'obligation pour les pauvres de payer pour accéder aux services de base, comme l'éducation et la santé. En Afrique, il y a vingt ans, l'accès aux services de santé, aux médicaments de base, était quasiment gratuit. La nouvelle politique consiste à exiger le paiement de ces services de santé. Les familles doivent aussi payer le maître de la petite école primaire du village. Cet élément fondamental de l'ajustement structurel est appelé « politique de recouvrement des coûts ».

Qu'en est-il concernant la politique fiscale ?

Au niveau des impôts, les mesures incitent à supprimer les impôts progressifs et à augmenter énormément les impôts indirects, comme la TVA. En Afrique de l'ouest, il y a un taux unique de TVA à 19%, même sur les services d'eau et d'électricité. Ces politiques augmentent de manière structurelle la subordination des économies du Sud aux capitaux du Nord, mais sont favorables aux classes capitalistes locales du Sud, qui renforcent leur caractère rentier. Par conséquent, cela

augmente les inégalités au sein des pays du Sud et une part toujours plus grande de la population se retrouve exclue des services de bases.

Est-ce que cela signifie que les plans de la BM et du FMI, plutôt que de réduire la pauvreté, contribuent en réalité à la faire augmenter ?

En effet, on peut affirmer que la pauvreté augmente dans les pays du Sud, bien que la Banque mondiale affirme le contraire.

Quel est l'impact de la Banque Mondiale (et du FMI bien sûr, car on ne peut pas laisser de côté cette institution) sur les capacités d'autosuffisance alimentaire des pays du Sud ?

C'est un élément très important. Depuis sa création au milieu des années 1940, et du fait de sa soi-disant volonté de développer les pays du Sud, la politique de la Banque mondiale vise l'augmentation des exportations, aussi bien des matières premières que des produits agricoles. Qu'est-ce que cela implique en Afrique, par exemple ? Jusqu'au début des années soixante, l'Afrique était autosuffisante dans la production de céréales pour alimenter sa population, mais l'Afrique est maintenant un importateur net de céréales. Sous les recommandations de la Banque mondiale et d'autres organismes internationaux, arguant que la production de céréales est meilleure dans les régions du Nord au climat tempéré et que les pays du Sud pourraient échanger à leur avantage leurs produits tropicaux contre des produits du Nord, surtout les céréales, l'Afrique a augmenté sa production de produits agricoles d'exportation : café, thé, coton, etc., et a diminué sa production de céréales. Cela a eu pour conséquence que des régions entières du Sud ont perdu toute souveraineté alimentaire, c'est-à-dire qu'elles ne sont plus capables d'alimenter leur population et dépendent des importations de céréales et de leurs exportations de produits tropicaux.

Dans ces conditions, est-ce que des alternatives existent ?

Bien sûr. La nécessité de proposer des alternatives s'est affirmée dans les luttes de masses... Déjà dans les années quatre-vingt il y a eu des soulèvements contre les plans que défendait la BM : en avril 1984 en République Dominicaine ; le 27 février 1989 lors du soulèvement à Caracas contre le FMI, etc. Il y a eu de nombreuses protestations populaires contre les politiques imposées par la BM et le FMI. De ce fait, des gouvernements qui ont mis en place des politiques indépendantes de la BM et du FMI, des politiques qui vont au delà de la logique capitaliste, ont été élus démocratiquement, particulièrement en Amérique latine. Je pense à l'élection de Chávez en 1998 et à sa réélection récente, à l'élection de Lula, de Tabaré Vázquez en Uruguay, de Evo Morales en Bolivie, de Rafael Correa en Équateur, de Nestor Kirchner en Argentine, on peut aussi inclure Daniel Ortega au Nicaragua...

Maintenant, la grande majorité des gouvernements d'Amérique latine exprime au niveau rhétorique un rejet des politiques défendues par la Banque mondiale. Dans les faits, je dirais que les pays qui appliquent réellement des politiques qui diffèrent radicalement de celles prônées par le FMI et la Banque mondiale sont le Venezuela, la Bolivie, et peut être l'Équateur, il est encore trop tôt pour le dire. Du côté du Brésil, de l'Uruguay, du Chili et de l'Argentine, la rupture avec la politique du FMI et de la BM est très légère, si bien qu'en réalité on ne peut même pas parler de rupture. Cela apparaît très clairement dans le cas de Lula et de Tabaré Vázquez. Au Brésil, Lula maintient un taux d'intérêt très élevé, il n'y a aucun contrôle sur les mouvements de capitaux, la Banque centrale est toujours totalement autonome par rapport au gouvernement et au pouvoir législatif, et une politique d'assistance est mise en place dans le cadre des politiques préconisées par la BM. En revanche, au Venezuela et en Bolivie, les renationalisations et déprivatisations sont un élément central de rupture avec la politique de la BM et du FMI : renationalisation des ressources naturelles par la Bolivie, au Venezuela renationalisation de la CANTV au niveau des télécommunications et l'annonce de la

renationalisation du secteur de l'électricité, qui vient s'ajouter à la prise de contrôle des entreprises publiques comme PDVSA (Pétrole du Venezuela SA) en 2002-2003. C'est un début de rupture avec le cadre général de la politique de la BM. Reste à voir ce qu'il va se produire concernant l'endettement, car le Venezuela poursuit les paiements de sa dette externe et transfère à ses créanciers une quantité très importante de ressources. Nous allons voir si, à ce niveau, le Venezuela, la Bolivie et l'Équateur prendront des mesures plus cohérentes avec leur orientation politique.

Hugo Chávez, Evo Morales, Nestor Kirchner et Rafael Correa se sont déclarés en faveur d'une Banque commune du Sud, et la création d'une telle Banque a été annoncée officiellement après une réunion entre Kirchner et Chávez. Quel rôle devrait jouer cette banque ?

Les conditions sont réunies pour que les pays du Sud sortent de la Banque mondiale et du FMI, et pour qu'ils se réunissent au sein d'une Banque du Sud multilatérale qui appuierait des projets dans le cadre du socialisme du XXI^e siècle, c'est-à-dire des projets qui n'ont rien à voir avec le développement capitaliste de leurs économies. Il faut une Banque qui appuie le développement du secteur public, les coopératives, les communautés indigènes... Voilà la première possibilité. La seconde serait d'avoir une Banque publique du Sud qui renforce le développement capitaliste national du Sud, ce qui ne constituerait pas une alternative. Il faut une Banque du Sud qui marque la rupture, qui soit une véritable alternative. La conjoncture économique et politique actuelle favorise ce type d'initiatives. En Amérique Latine, les conditions sont beaucoup plus favorables que pendant la décennie perdue de la crise de la dette dans les années quatre-vingt. Les possibilités économiques et une volonté politique de la part de la majorité des peuples d'Amérique latine sont réunies pour une rupture radicale avec le système capitaliste. Le problème central est la volonté politique. De manière évidente, Lula et Tabaré Vázquez n'ont pas cette volonté politique, alors que Chávez, Morales et probablement Correa, penchent vers la rupture.

Quoi qu'il en soit, et étant donné le déficit élevé aux États-Unis et sa répercussion sur le dollar, qui continuera de baisser, il faut un front de pays du Sud qui puisse placer ses réserves dans une Banque qui leur est propre, non pas les investir en bons du trésor nord-américain. Une banque de l'ALBA, capable de financer des projets communs en infrastructures, dans l'industrialisation, dans la transformation des exportations, soucieuse du développement du marché interne. Une telle Banque serait un élément très important pour le projet de développement du socialisme du XXI^e siècle.

Dernière question. Ton livre ne traite pas exclusivement des aspects économiques en lien avec les politiques de la Banque mondiale, qu'en est-il des questions de nature politique ?

Il est bien sûr écrit d'un point de vue politique. La partie économique a toujours été très importante dans mes travaux, mais je n'ai jamais cessé de prendre en compte les facteurs politiques et géostratégiques. Dans le cas de ce livre sur la Banque mondiale, il s'agit surtout de politique et de géostratégie. La BM n'est pas une institution dont la préoccupation principale est économique, elle est un instrument de la politique extérieure des grandes puissances, États-Unis en tête. Ce livre est basé sur un travail de recherche fait à partir d'une ample documentation provenant de la BM elle-même. J'ai lu plus de 15 000 pages de documents, le lecteur peut ainsi trouver dans le livre des arguments et des faits peu connus mais dont les sources se trouvent dans les archives de la BM... En étudiant de manière très critique ces documents, j'ai pu révéler des faits qui n'avaient jamais été mis en avant, comme par exemple le fait qu'au début des années soixante, la BM a obligé les pays africains nouvellement indépendants à assumer les dettes contractées par la Grande-Bretagne, la France et la Belgique pour exploiter les ressources naturelles des pays colonisés, ce qui constitue une dette odieuse qui n'aurait pas dû être payée. Je montre également l'importance de l'impact de la révolution cubaine en 1959-1960 sur la politique des États-Unis et de la BM en Amérique Latine, quand retentit la victoire de la révolution. Il y a des documents qui révèlent comment au sein de la

BM, on a très sérieusement pris en compte le danger de la contagion révolutionnaire en Amérique Latine. Par ailleurs, le livre démontre que durant ces 17 premières années d'existence, la BM n'a jamais accordé un seul prêt pour des écoles ou des projets d'adduction d'eau et de collecte / traitement des eaux usées. A partir de la comparaison entre les déclarations officielles de la BM et les mémorandums internes, je révèle le double discours de la Banque Mondiale. En définitive, je crois qu'il n'est pas exagéré de dire que ce livre offre de nombreuses analyses nouvelles que le lecteur pourra découvrir par lui-même.

P.-S.

* Interview par Miguel Riera - Revue El Viejo Topo, n° 232, Mai 2007.